



Marché n°2025-06



*Direction du Système
d'Information*

Maintenance des infrastructures serveurs et stockage HP de l'Université Rennes 2

Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP)










Marché public – Accord-cadre de services

SOMMAIRE





ARTICLE 1.	DÉFINITIONS	4
ARTICLE 2.	OBJET DU CONTRAT	4
2.1.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
2.1.1.	<i>Objet de la prestation</i>	<i>4</i>
2.1.2.	<i>Lieux d'exécution</i>	<i>5</i>
2.1.3.	<i>Exclusivité</i>	<i>5</i>
2.1.4.	<i>Pièces contractuelles</i>	<i>5</i>
2.2.	REPRESENTATION DES PARTIES	5
2.2.1.	<i>Interlocuteur de l'acheteur</i>	<i>5</i>
2.2.2.	<i>Interlocuteur unique du titulaire.....</i>	<i>5</i>
ARTICLE 3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
3.1.	NATURE DE LA PRESTATION.....	6
3.2.	DECOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU CONTRAT.....	6
3.3.	PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
4.1.	DUREE GLOBALE DU CONTRAT	6
4.2.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
4.3.	RESPECT DES DELAIS	7
4.3.1.	<i>Délais de base</i>	<i>7</i>
4.3.2.	<i>Délais d'intervention.....</i>	<i>7</i>
4.4.	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	7
4.5.	PROLONGATION DES DELAIS.....	7
ARTICLE 5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	7
5.1.	PRIX DU CONTRAT	7
5.1.1.	<i>Nature des prix</i>	<i>7</i>
5.1.2.	<i>Variation des prix.....</i>	<i>8</i>
5.1.3.	<i>Contenu des prix</i>	<i>8</i>
5.1.4.	<i>Offres promotionnelles</i>	<i>9</i>
5.1.5.	<i>TVA</i>	<i>9</i>
5.1.6.	<i>Clause de sauvegarde</i>	<i>9</i>
5.2.	CONDITIONS DE PAIEMENT	9
5.2.1.	<i>Avance</i>	<i>9</i>
5.2.2.	<i>Paiement des membres du groupement.....</i>	<i>9</i>
5.2.3.	<i>Présentation des demandes de paiement</i>	<i>9</i>
5.2.4.	<i>Périodicité des paiements.....</i>	<i>10</i>
5.2.5.	<i>Régime des paiements.....</i>	<i>10</i>
5.2.6.	<i>Délai de paiement.....</i>	<i>10</i>
ARTICLE 6.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	11
6.1.	PERIMETRE.....	11
6.2.	PROCESSUS D'INTERVENTION	11
6.3.	SUIVI DES OPERATIONS DE MAINTENANCE	12
ARTICLE 7.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	12
7.1.	VERIFICATION DES PRESTATIONS	12
7.1.1.	<i>Niveau d'obligation prévu au contrat</i>	<i>12</i>
7.1.2.	<i>Opérations de vérification du service fait</i>	<i>12</i>
7.2.	AUTRES STIPULATIONS	13
7.2.1.	<i>Clause de réexamen et modifications du contrat</i>	<i>13</i>

7.2.2.	Dématérialisation du suivi	13
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	14
8.1.	OBLIGATIONS COURANTES DU TITULAIRE	14
8.1.1.	Assurances.....	14
8.1.2.	Conduite des prestations par une personne nommément désignée.....	14
8.1.3.	Devoir d'information et de conseil.....	14
8.1.4.	Obligation de vigilance	14
8.1.5.	Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	15
8.1.6.	Réparation des dommages.....	15
8.1.7.	Sous-traitance.....	16
8.2.	OBLIGATIONS LIEES A LA CONFIDENTIALITE ET LA SECURITE DES DONNEES	16
ARTICLE 9.	LITIGE ET SANCTIONS.....	17
9.1.	PENALITES.....	17
9.2.	AUTRES STIPULATIONS.....	17
9.2.1.	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	17
9.2.2.	Règlement des différends	17
9.2.3.	Résiliation pour faute	18
9.2.4.	Tribunal compétent	18
ARTICLE 10.	FIN DU CONTRAT	18
10.1.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
10.2.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	18
10.3.	CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION.....	18
10.4.	GARANTIE	19
10.5.	RÉGIME DE LA GARANTIE	19
ARTICLE 11.	DEROGATIONS.....	19

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Maintenance des infrastructures serveurs et stockage HP de l'Université Rennes 2
	Acheteur	Université Rennes 2
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieux d'exécution	Rennes : Campus Villejean, Campus Beaulieu
	Durée	48 mois - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Critère environnemental
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix mixtes

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

ARTICLE 2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

2.1.1. Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maintenance des infrastructures serveurs et stockage HP de l'Université Rennes 2.

Le marché concerne la maintenance préventive et curative des équipements existants à savoir les équipements ainsi que tout firmware et logiciels associés. Les équipements concernés sont listés en Annexe 1.

La maintenance préventive est incluse dans le prix ; elle ne sera pas facturée en supplément.

2.1.2. Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont :

Data Center	CP	Ville
DC Eskemm	35510	CESSON SEVIGNE
DC Beaulieu	35708	RENNES

Il est précisé que ces lieux d'exécution peuvent évoluer en cours d'exécution du présent marché.

2.1.3. Exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

2.1.4. Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Ces documents sont réputés parfaitement connus du titulaire du marché qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

2.2. Représentation des parties

2.2.1. Interlocuteur de l'acheteur

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

2.2.2. Interlocuteur unique du titulaire

Le titulaire désigne dès le début du contrat un interlocuteur unique responsable de la conduite du marché, et en communique, dès prise d'effet du marché les coordonnées (nom, prénom, titres, téléphone, mail) à l'acheteur. Le titulaire devra obligatoirement tenir l'acheteur informé (achatsmarches@univ-rennes2.fr) dans l'hypothèse d'un changement d'interlocuteur ou de coordonnées.

Ce correspondant sera facilement joignable, aux horaires de travail (de 8h à 12h et de 14h à 18h, du lundi au vendredi) par téléphone et courrier électronique, tant pour le suivi administratif, commercial et contractuel du marché, que pour celui des factures.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur (achatsmarches@univ-rennes2.fr) et lui indique les noms et

coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

3.2. Décomposition de la prestation et forme du contrat

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre est fixé à : 140 000 € HT.

3.3. Présentation des bons de commande

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- identification du service émetteur,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximums de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Seuls les bons de commande émis et signés par les personnes habilitées par l'acheteur devront être acceptés par le titulaire.

Le titulaire devra considérer comme nulle, toute commande orale ou toute commande émanant d'une personne non habilitée à le faire.

ARTICLE 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1. Durée globale du contrat

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-FCS, le contrat est conclu pour une durée de **48 mois** à compter du 2 juillet 2025 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Le marché sera reconductible tacitement 3 fois 1 an, soit une durée totale de 4 années.

Le titulaire est informé de la volonté de l'acheteur de ne pas reconduire le marché au plus tard 4 mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire du marché est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non reconduction.

4.2. Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

4.3. Respect des délais

Le titulaire est tenu d'intervenir dans le délai maximum sur lequel il s'est engagé dans son offre (Annexe 2 – CRTA) ou à défaut dans le délai maximum fixé en Annexe 1. Ce délai s'entend pendant les jours ouvrés de l'acheteur.

4.3.1. Délais de base

Les délais d'exécution des prestations sont fixés en Annexes 1 et 2 conformément aux stipulations des pièces du marché.

4.3.2. Délais d'intervention

Le point de départ des délais d'intervention est le jour, la date et l'heure de réception de la demande d'intervention soit par le biais des remontées automatiques proposées par le candidat, soit par notification de l'acheteur (par mail, par téléphone ou par site web de support du titulaire).

La période et les délais d'intervention sont précisés en Annexe 1.

Pour la partie des matériels, par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-FCS, la période d'intervention court sur 13 heures comme précisé en Annexe 1 (colonne SLA) et se fera pendant les jours ouvrés de l'acheteur. La période d'intervention est laissée à discrétion du titulaire sur la partie mise à jour logiciel.

Le titulaire est tenu d'intervenir dans le délai maximum sur lequel il se sera engagé dans son offre ou à défaut dans le délai maximum fixé en Annexe 1 (SLA). Ce délai s'entend pendant les jours ouvrés de l'acheteur.

4.4. Délais de remise des documents

Une réunion annuelle sera organisée par le titulaire afin de :

- Faire le bilan de l'année écoulée,
- Faire le point sur les difficultés rencontrées.

4.5. Prolongation des délais

Par application de l'article 13.3 du CCAG-FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur.

ARTICLE 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

5.1.1. Nature des prix

Les prix du contrat sont :

- unitaires pour les matériels,
- forfaitaires pour les firmwares.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées. Les prix sont établis en Annexe n°1.

5.1.2. Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « M⁰ » de remise de la dernière offre, défini à l'article E de l'acte d'engagement (ATTRI1).

Les prix sont fermes la 1^{ère} année et pourront ensuite être révisés annuellement, à la date anniversaire. La révision prendra effet à la date anniversaire du contrat. Les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum 4 décimales et le coefficient applicable à P arrondi, le cas échéant au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur.

Les index de référence choisis en raison leur de la structure pour la variation des prix des prestations faisant l'objet du marché sont :

- I⁰ : Indice ICHT-J Information Communication, valeur du dernier index connu au mois « M⁰ » de remise de la dernière offre
- Iⁿ : Indice ICHT-J Information Communication, valeur du dernier index connu au moment de la révision.

Les prix pourront être révisés selon les conditions prédéfinies par application de la formule :

$$C^n = 0,15 + 0,85 \times (I^n/I^0)$$

Dans laquelle :

- Cⁿ : coefficient de révision,
- I⁰ : Indice ICHT-J Information Communication, valeur du dernier index connu au mois « M⁰ » de remise de la dernière offre,
- Iⁿ : Indice ICHT-J Information Communication, valeur du dernier index connu au moment de la révision.

Les nouvelles grilles tarifaires devront être adressées, obligatoirement au format .xls, au Pôle Commande Publique (achatsmarches@univ-rennes2.fr) au plus tard **15 jours** avant la date anniversaire du marché, à défaut les prix en cours seront maintenus.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement publié,
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

5.1.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en toute connaissance de l'importance et de la nature des prestations à effectuer, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions susceptibles de survenir lors de leur réalisation.

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

La maintenance des matériels intègre notamment :

- les frais de main-d'œuvre,
- les frais de transport jusqu'au lieu de livraison,
- les pièces de rechange qui couvrent l'ensemble des pièces constitutives des matériels,

- les déplacements des techniciens,
- les prêts de matériel(s) équivalent(s) en cas d'immobilisation de celui-ci / ceux-ci,
- la mise à jour des firmwares imposées par le constructeur pour garantir le bon fonctionnement d'un matériel.

En conséquence, les prix s'entendent indifféremment pour :

- des interventions sur les sites de l'Université Rennes 2 et du Campus Beaulieu,
- des interventions dans les locaux du titulaire. L'enlèvement des matériels et leur retour sont à la charge du titulaire.

Pour chaque année de maintenance, le coût de la maintenance sera calculé au prorata temporis pour chaque matériel en fonction de la date de fin de garantie constructeur.

5.1.4. Offres promotionnelles

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

5.1.5. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.1.6. Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité et sans délai, le marché si ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par an notamment sur les références équivalentes.

5.2. Conditions de paiement

5.2.1. Avance

Sans objet.

5.2.2. Paiement des membres du groupement

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

5.2.3. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comprennent obligatoirement les mentions suivantes sous peine de rejet :

- le numéro du bon de commande de l'université Rennes 2, à 10 chiffres commençant par 45 (ex : 4500...),
- la référence **SIFAC** du marché (**communiquée au titulaire du marché dans le courrier de notification**),
- le numéro du lot concerné (le cas échéant),
- l'adresse de facturation,
- la date et le numéro de facture,
- le montant total € HT des prestations,
- le taux et le montant de la TVA,
- le numéro de TVA intracommunautaire,
- le RIB ou l'IBAN,
- le numéro SIRET, forme juridique et capital du créancier,
- les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- la nature, la quantité et le prix € HT des éléments facturés,
- le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- le **numéro SIRET de l'Université Rennes 2** : 19350937900015,
- le **numéro d'engagement** : la référence du bon de commande (débutant par 4500...),
- le **numéro SIFAC** du marché (**communiqué au titulaire du marché dans le courrier de notification**).

Le titulaire devra avertir l'acheteur, sans délai, lors de toute modification concernant sa domiciliation bancaire, son SIRET également et produire à cet effet toute justification utile en s'adressant à servicefacturier@univ-rennes2.fr et achatsmarches@univ-rennes2.fr.

L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission et ne concerne que les seules demandes de paiement et leurs annexes.

5.2.4. Périodicité des paiements

Les paiements sont mensuels.

5.2.5. Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

5.2.6. Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

ARTICLE 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

6.1. Périmètre

La maintenance est applicable aux matériels à compter de leur date de fin de garantie.

Le marché est établi par rapport à une liste de matériels définie en Annexe 1 – Liste des matériels valant BPU.

Chaque année, la liste des matériels à maintenir fera l'objet d'une mise à jour et sera fournie au titulaire du marché, par l'acheteur ou son représentant dûment habilité, au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché.

Les dates d'entrée et de sortie de garantie (CarePack Support End Date) des serveurs et stockages figureront impérativement sur cette liste.

6.2. Processus d'intervention

Le référent de l'acheteur se réserve la faculté de modifier la période d'intervention moyennant un préavis écrit transmis 1 mois avant la date d'effet de la modification.

L'intervention s'effectuera aux lieux d'installation des matériels. Elle donne lieu au démontage de l'élément séparable et, selon le diagnostic du titulaire, à la réparation de l'élément ou à son remplacement.

Si le matériel le permet, le titulaire mettra en place une procédure automatisée de remontée de panne et de déclenchement associé de l'intervention. Les objectifs sont de limiter l'intervention humaine de l'acheteur dans le processus et d'assurer une réactivité maximale. La mise en place de cette procédure devra respecter les contraintes techniques imposées par l'acheteur. A défaut, les demandes d'intervention se feront par mail, téléphone ou via le site de support du titulaire.

L'acheteur fait son affaire de la mise en place des procédures de sécurité relatives à ses propres données. Cependant, le titulaire devra s'assurer de la conservation de l'intégration des données pour le matériel sur lequel il intervient et de leur intégrité.

Le titulaire doit procéder à des opérations de maintenance préventive (sans supplément de prix) qui s'effectuent aux lieux d'installation des matériels, sans périodicité fixe, pendant la période d'intervention choisie par l'acheteur : soit au cours de visites planifiées en accord avec l'acheteur, soit par méthodes de diagnostic ou de maintenance à distance mises en place avec l'accord de l'acheteur.

Ces interventions ne devront pas entraîner de nuisances susceptibles d'empêcher l'usage des locaux, le travail des personnels, la circulation et l'accès du public. Ces opérations seront consignées dans le carnet de liaison attribué au marché.

Le candidat décrit en Annexe 2 - CRTA les modalités de gestion des escalades vers le constructeur : les outils utilisés (alarmes, appels automatiques). Il précise également les autorisations délivrées par le constructeur relatives à ses interventions sur matériels sans que celles-ci rompent la garantie constructeur des matériels.

Toute pièce de remplacement doit être certifiée constructeur. La pièce de remplacement est réputée neuve par défaut. Les exceptions à ce critère doivent rester marginales et devront être notifiées et acceptées par l'acheteur avant intervention. Tous les matériels sont conformes aux réglementations en vigueur (sécurité, environnementale,...).

Chaque intervention fera l'objet d'un rapport de visite par le titulaire et sera visé par l'acheteur ou son représentant.

6.3. Suivi des opérations de maintenance

Le titulaire peut proposer l'accès à un service web sécurisé décrit en Annexe 2 – CRTA qui devra permettre par exemple :

- Le suivi et l'historique des incidents (statuts, suivi des échanges entre la hotline prestataire et le prestataire de 1^{er} niveau,...)
- Le suivi de compte (nombre d'appels passés, temps/tickets utilisés-restants....)

ARTICLE 7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

7.1. Vérification des prestations

7.1.1. Niveau d'obligation prévu au contrat

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Le titulaire est tenu de respecter les délais sur lesquels il s'est engagé dans son offre ou à défaut les délais maximums fixés à l'annexe 1.

Le titulaire s'engage à assurer toute prestation qu'il aura proposée et qui aura été validée par l'acheteur.

En cas de non-respect de ces obligations, des pénalités pourront être appliquées telles que définies au présent CCATP.

7.1.2. Opérations de vérification du service fait

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisée et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

7.2. Autres stipulations

7.2.1. Clause de réexamen et modifications du contrat

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par avenant** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

En cours d'exécution le **périmètre du contrat** peut être modifié sans faire l'objet d'une modification du contrat.

Le liste des matériels (annexe 1) est susceptible d'évoluer en fonction d'ajouts ou de retraits en raison des modifications de l'activité de l'acheteur.

En cas d'ajout ou de retrait d'éléments au contrat, le titulaire doit fournir un devis correspondant à l'acheteur et après acceptation le détail des prix sera ajusté en conséquence.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix**. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

7.2.2. Dématérialisation du suivi

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligations courantes du titulaire

8.1.1. Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra justifier, dans les 5 jours calendaires à dater de la notification d'attribution provisoire du marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution et du paiement des primes.

Ces assurances doivent être suffisantes ; elles doivent être illimitées pour les dommages corporels.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Toute modification des clauses devra être signalée à l'Université Rennes 2 par lettre recommandée avec accusé réception.

8.1.2. Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

8.1.3. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

8.1.4. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale

des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;

- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

8.1.5. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

8.1.6. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de

l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8.1.7. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8.2. Obligations liées à la confidentialité et la sécurité des données

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire ne doit divulguer aucune information, qui résulte de l'exécution du marché, ou qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il doit sans délai avertir l'administration de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement de son personnel ou de ses sous-traitants à ces consignes ainsi qu'en matière de contrôle de diffusion des documents.

En cas de non-respect par le titulaire, des obligations résultant du présent marché, l'administration peut résilier le marché et faire valoir éventuellement un droit à dommages et intérêts pour préjudice subi, aux frais du titulaire débiteur.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'Université Rennes 2 et de ses partenaires et engagerait sa responsabilité.

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité. Celle-ci s'impose au personnel du titulaire du marché et à ses sous-traitants ayant eu accès aux informations traitées, ainsi qu'aux contenus des documents réalisés.

ARTICLE 9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Les pénalités définies ci-après pourront être cumulatives.

Les pénalités, si elles sont appliquées, seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'Université Rennes 2 postérieurement au constat du manquement, ou par l'émission d'un titre de recettes par l'Université.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à **1000 € HT**.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

- les pénalités pourront être appliquées sans mise en demeure préalable en fonction de l'origine du manquement et des circonstances,
- les pénalités de retard forfaitaires ci-dessous sont prévues au titre du présent accord-cadre :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul	Montant € HT
Pénalités de retard	Dépassement du délai contractuel d'intervention	150€ par jour de retard et par dossier d'intervention ouvert
Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	Non-respect des délais contractuels de rétablissement	150€ par jour de retard et par dossier d'intervention ouvert

9.2. Autres stipulations

9.2.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.2.2. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

9.2.3. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

En outre, les conditions de résiliation applicables au présent marché sont les suivantes :

L'agrément ou le certificat de réassurance permettant la maintenance de matériels HP devra être produit par le titulaire du marché à la demande de l'acheteur pendant toute la durée d'exécution du marché. Toute suspension d'agrément ou du certificat de réassurance HP en cours de marché engendrera la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans indemnité et après mise en demeure conformément aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En complément des situations énoncées à l'article 41.1 du CCAG-FCS, la résiliation du marché peut intervenir dans les cas suivants :

- la carence répétée et le non-respect des clauses contractuelles par le titulaire en dépit d'une mise en demeure adressée par le représentant de l'acheteur afin que ce dernier respecte les termes du marché ;
- le marché peut ainsi être résilié sans indemnité, après que le titulaire ait été invité à présenter ses observations dans un délai de dix jours.

9.2.4. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 10. FIN DU CONTRAT

10.1. Propriété intellectuelle

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

10.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

10.3. Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

10.4. Garantie

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

10.5. Régime de la garantie

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.


Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 11. Dérogations

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

Articles CCATP	Articles CCAG-FCS
4.1	13.1
4.4.2	32.2
8.1.1	9.2
9.1	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
9.2.2	41
11	1.2

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.

 Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :
[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)